

Les Nouvelles

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1010

16 janvier 2017

prix : 0,70 €



2017 -

Ceux qui vivent
sont ceux qui
luttent

Victor HUGO

Proche orient



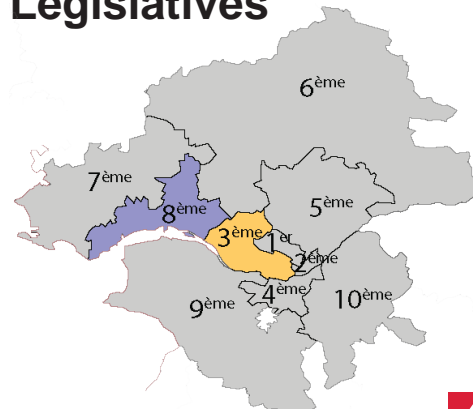
Nouveau rapport de force ? **2**

2017



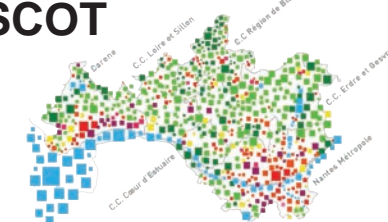
La France en commun **3**

Législatives



Paroles de candidats **4**

SCOT



Nantes Saint-Nazaire
Pôle métropolitain
Enfin prêt **7**

Jeunes communistes



Sois belle mais pas trop ! **8**

L'édito de Jérôme TURMEAU rédacteur en chef des Nouvelles



A chacun d'entre vous, lectrices et lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique nous souhaitons une année de bonheur personnel et collectif, que vos rêves d'émancipation, de progrès puissent prendre corps en cette nouvelle année décisive pour notre pays.

Il y aura dans quelques mois des élections d'une grande importance et vous pouvez compter sur votre journal pour donner la parole aux candidats progressistes de notre territoire. A ceux, femmes et hommes qui veulent résolument, dans les actes, au quotidien, changer les conditions d'existence des classes populaires à l'heure où la réaction et le faux semblant s'expriment éhontés.

La presse communiste a un rôle à jouer !

Elle donne à voir l'engagement de ces femmes et de ces hommes de gauche ! Celles et ceux qui s'engagent, politiquement, syndicalement, associativement, personnellement à l'encontre des politiques réactionnaires, droite et FN en tête, qui veulent prendre le pouvoir après un quinquennat gâché par Hollande et ses gouvernements successifs.

Oui les cinq dernières années ont été rudes. Mais non, il n'est nullement question de renoncer !

Pour accompagner ces hommes et ces femmes, ces militantes et militants, les Nouvelles de Loire-Atlantique ont besoin de vous, elles ont besoin que vous preniez votre abonnement pour l'année 2017.

Vous connaissez la crise que traverse la presse dans son ensemble, vous connaissez les difficultés rencontrées par les Nouvelles. Nous vous invitons, avec ce premier numéro de l'année à renouveler vos abonnements (il se trouvent en page 8). S'abonner, c'est concrètement faire vivre le journal, assurer sa parution. **C'est un acte militant, un acte citoyen à l'heure où la parole populaire, où la voix communiste doit se faire entendre.**

Le conseil de sécurité de l'ONU condamne Israël

Très gros malaise à Jérusalem après le vote par le conseil de sécurité d'une résolution exigeant l'« arrêt immédiat et complet des activités israéliennes de colonisation dans les territoires palestiniens occupés », y compris Jérusalem-Est.

Cette résolution, la première depuis 1979, est un camouflet pour l'Etat hébreu, qui risque des sanctions économiques et politiques s'il continue.

La nouveauté dans cette affaire est que le texte a été voté parce que les Etats-Unis n'y ont pas opposé leur veto comme ils le faisaient régulièrement. Leur représentante s'est contentée de s'abstenir. Avant de quitter sa fonction de président Barack Obama avait des comptes à régler avec Netanyahu, depuis que ce dernier a tenté de torpiller la signature de l'accord sur le nucléaire iranien.

Il est à craindre, qu'il s'agit là d'un baroud d'honneur bien tardif du président démocrate sortant.



L'actualité politique

2

2017 : La nouvelle donne de la crise générale du capitalisme

Il faut se rappeler l'origine historique de la crise. La situation actuelle est l'aboutissement de la crise des crédits immobiliers qui éclata de 2007 à 2009 aux Etats-Unis.

Souvenons-nous, les Banques centrales transformant les dettes privées des banques en dettes publiques des Etats. Puisque « cette crise générale » rentrait dans la catégorie de celle de 1929, les politiques monétaires furent « accommodantes » sur la création monétaire. Au point que les taux d'intérêt tombèrent quasiment à zéro. La crainte d'une déflation généralisée et l'éclatement de nouvelles bulles spéculatives redevinrent les dangers qui menaçaient les économies mondialisées de la planète.

En 6 mois la donne a changé. Face à « l'alignement positif des planètes » (taux bas, pétrole et dollar bon marché), une nouvelle équation est venue renverser la conjoncture : Brexit + crise des migrants + montée des extrêmes en Europe + victoire inattendue de Trump sur la favorite démocrate aux Etats-Unis. Au-delà de l'étonnement, et des prévisions prises à contre-pied, très vite il a fallu réfléchir aux racines du « populisme ».

Les négociations plus ou moins transparentes sur les traités de libre échange (Pacifique/Canada/Atlantique) semblaient alors annoncer une étape nouvelle d'intégration commerciale, face aux géants Chinois et Indiens. C'est alors que les oligarchies notamment européennes, firent la découverte des laissés pour compte des délocalisations et de « la mondialisation heureuse », qui visiblement ne l'était pas pour tout le monde.

Il ne s'agit pas ici de faire l'analyse des erreurs d'appréciations passées, mais de prendre la mesure de ce qui a brusquement



changé en quelques mois. Avant même sa prise de fonction, la victoire de Trump, de part sa signification, a déclenché une série de comportements qui modifient le paysage économique pour 2017.

Ce qui est clair pour les marchés de capitaux, c'est que dorénavant l'avenir de la libre entreprise est de nouveau aux Etats-Unis : moins de fiscalité sur les investissements, relocalisation des productions, protection du marché intérieur... Le nouveau gouvernement, de milliardaires et de militaires à la retraite va donner sa pleine mesure au cours du premier semestre.

Les promesses annoncées durant la campagne, ont amorcé des mouvements de capitaux venus notamment des pays émergents (690 milliards de \$ en 2016 en provenance de Chine), qui pèsent sur l'appréciation du dollar (à la hausse) et donc sur les taux d'intérêt qui montent pour contenir le retour de l'inflation, stimulée par le renchérissement du pétrole.

Dans cette nouvelle rivalité monétaire entre le dollar, le Yuan et l'euro, la dépréciation de l'euro (à la baisse 1dollar = 1euro) favorise certes les exportations, mais renchérit les importations et le coût de l'énergie. Pour les salariés ces hausses de prix pèseront sur le pouvoir d'achat. En France, si les carburants et le prix du gaz vont augmenter, les salaires vraisemblablement ne suivront pas.

Cependant rien n'est écrit. Aux Etats-Unis le mouvement pour les 15 €/jour a connu un succès croissant.

Nouveau rapport de force au Proche orient ?

Echec des coalitions occidentales pour imposer un monde unipolaire.

Ronald Reagan se vantait d'avoir gagné la guerre froide en ayant asphyxié l'URSS, dans la course aux armements de « la guerre des étoiles », pour laquelle elle n'avait pas les moyens financiers. Le bloc soviétique dissout entre 1989 et 1991, « le capitalisme sauvage » se rua sur les territoires reconquis de l'Est. Ce fut pour Fukuyama le terme final de l'Histoire.

La fin de l'Histoire ?

L'attaque du 11 Septembre 2001 mis fin à ce concept illusoire. Un long cycle de guerres régionales devaient s'enchaîner, avec l'Afghanistan, deux guerres en Irak, une intervention en Libye... Le combat contre « le terrorisme », devenu l'ennemi de substitution, devait déboucher sur les destructions successives et systématiques d'Etat-nation souvent laïcs, issus des partages coloniaux.

La nature a horreur du vide. Au terme du processus de désengagement des coalitions occidentales, quantité d'organisations issues des anciens combats, s'érigèrent en bandes armées (Taliban, Al Quaida, Boko Haram) jusqu'à l'édification de l'émirat de Daech et ses barbaries sur les populations civiles, notamment les femmes. Depuis 2012, la diplomatie du gouvernement français (Fabius/ Ayrault) eut deux fers au feu : obtenir la fin du régime de Damas (Bachar El Assad), et concrétiser comme jamais, des ventes d'armes via les émirats arabes et l'Arabie Saoudite, dont les destinations finales étaient incertaines.



Ce choix stratégique explique pourquoi seul Alep fut principalement connu des français. Pendant des semaines, quotidiennement, la population française fut sous influence. Alors que Mossoul au Kurdistan irakien ou Sanaa au Yémen, étaient le plus souvent ignorés. Cependant le principe de réalité a eu tôt fait de dissiper les illusions occidentales. Ce sont les grands absents de la victoire sur Daech en Syrie, du cessez le feu, comme des négociations de paix à Astana au Kazakhstan.

L'entrée en jeu de la Russie, en septembre 2015, a modifié la donne. Contre toute attente, la triple alliance entre la Russie, la Turquie et l'Iran redistribue le rapport de force dans cette région. Mais ce compromis se fait au prix du sang des peuples Kurdes, qui veulent voir l'émergence d'un territoire autonome au nord de la Syrie. Le régime d'Assad confirmé, symboliquement, cette alliance « émergente » instaure un monde multipolaire qui constitue une revanche sur les humiliations historiques subis par ces trois pays de la part des occidentaux, ces dernières décennies. C'est pourquoi les médias ne cessent de l'atténuer afin de dissimuler le sens de ce retournement historique.

Pour les Russes, il s'agit, de plus, d'éloigner la Turquie de ses alliances traditionnelles avec les occidentaux, à l'heure où l'Otan renforce sa présence dans l'Est européen et ne cesse de se rapprocher de ses frontières.

Chypre : le processus de négociation ouvert en mai 2015 en vue de la réunification se poursuit



Il s'agit de tenter de mettre un terme à quatre décennies de partition de l'île, après l'envahissement turc en 1974. Le plan de paix prévoit la création d'un Etat fédéral composé de deux entités. D'épineuses questions restent à régler : la rétrocession de territoires et les présences militaires (3500 britanniques et 40.000 turques).

Banque italienne : le trou de Banca dei Paschi di Siena se creuse !



La plus vieille banque d'Europe n'a pas réussi à lever sur les marchés les 5 milliards dont elle pensait avoir besoin pour couvrir le montant de ses créances douteuses. D'autant que la BCE estime désormais son besoin d'argent frais à 8,8 milliards d'euros. C'est le montant des fonds propres comptables à la fin de 2015, valorisés moins d'un demi-milliard à la Bourse ! L'actionnaire majoritaire l'Etat italien risque de ne pas rester un garde-fou suffisant si le risque politique augmente en Italie et si la croissance reste trop molle dans la botte.

Venezuela : un remplaçant pour Maduro ?

La nomination de Tareck Leï Aissami 42 ans, comme vice-président, par le président actuel, laisse entrevoir une tentative pour sortir de la crise politique ?

L'organisation d'un référendum révocatoire contre Maduro est bloquée depuis des mois. Les élections régionales de décembre ont été reportées. Le pouvoir ne se maintient que face à une opposition qui ne parvient pas à se présenter comme une alternative solide par manque d'unité. Au quotidien, la population attend les nouveaux billets aux distributeurs, pour compenser l'inflation de plus de 400%. Le manque de liquidité bloque toute activité économique.

Invitation

Voeux de la fédération du Parti Communiste de Loire-Atlantique

Vendredi 27 janvier 2017 à 18h30

A la fédération du PCF 44
41 rue des Olivettes, 44000 Nantes

PCF
2017
Loire-Atlantique

2017 : La France en commun

3



La période politique qui s'ouvre avec les présidentielles et les législatives va être cruciale pour l'avenir du pays. Il s'agira de sortir de la gestion sociale libérale par le haut, vers une voie progressiste, ou à défaut, de laisser s'exprimer la frange la plus libérale et/ou réactionnaire du pays. Pour les classes populaires et moyennes pour lesquelles la crise est une réalité quotidienne, le chômage comme les inégalités explosent alors que les profits des actionnaires et les salaires des grands patrons s'envolent. Les renoncements et les lois de régression sociale votées sous le quinquennat de François Hollande n'ont fait qu'aggraver la situation et ouvert la voie au retour d'une droite ultra-réactionnaire.

Pour le PCF, il est plus que temps de changer la donne. Si le parti appelle à voter Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle, il continue le nécessaire travail de rassemblement de la gauche entrepris depuis de longs mois. En France, comme en Loire-Atlantique (voir ci-contre), ces chefs de file pour les élections législatives porteront haut et fort des valeurs de la gauche de transformation sociale.

La droite et le FN : les candidats de la réaction

Après des primaires qui ont largement mobilisées son camp, le parti les républicains a dorénavant son candidat en la personne de François Fillon. Le sarthois a réussi à écarter l'ex-président de la république, dont les français ne voulaient plus, et le favori des sondages : Alain Juppé. Le programme de l'ex-premier ministre, mélange d'ultra-libéralisme et d'ultra-conservatisme, est d'une rare violence. Compliant avec les plus aisés, le patronat et le monde de la finance, François Fillon a annoncé la couleur en désirant s'attaquer aux droits sociaux, au pouvoir d'achat, aux services publics. Au menu, moins 500 000 fonctionnaires, la fin des 35

heures, le recul de l'âge de départ à la retraite, la suppression de l'ISF et des soins moins bien remboursés... Si le candidat a tiré très à droite pour les primaires, il tente désormais un léger recentrage à l'image de la polémique autour des remboursements de soins, une stratégie qui ne laissera personne dupe.

Le FN quant à lui continue son entreprise-légitimation qui n'est en fait qu'une entreprise de manipulation. Pour lui, le problème n'est pas le banquier, c'est l'immigré. Il n'est pas du côté des salariés. Comme la droite il prône la baisse des dépenses publiques, autrement dit le recul des services publics. La France du FN est celle du repli nationaliste et de la division.

PS et Vert, vers la déconfiture ?

Si l'élection présidentielle n'a jamais été favorable pour EELV, il pourrait bien en être de même, cette fois-ci pour le PS qui risque de payer la facture d'un quinquennat manqué dont les français gardent un goût amer. Ses primaires citoyennes semblent avoir du mal à décoller et risquent de faire pâle figure à côté de celles de la droite qui avaient attirée plus de 4 Millions de Français. Déjà, le nombre de bureaux de votes sera moindre par rapport à 2012 faute de forces militantes pour le tenir. C'est l'avenir de ce parti qui se joue : soit l'aile libérale l'emporte autour de Valls et Peillon, soit le parti donne un coup de barre à gauche vers Hamon ou Montebourg. Là encore, rien n'est joué.

Emmanuel Macron quant à lui se rêve un destin. Ni de gauche, ni de droite, mais quand même plus du côté des banquiers. Il mise sur un capital sympathie et un carnet d'adresses bien fourni. Mais au fond, à l'image d'un Valls qu'est-ce qui peut le différencier du quinquennat précédent après deux ans au ministère de l'économie et deux ans comme secrétaire adjoint de la présidence de la république.

Pour le PCF, ce sera toujours l'Humain d'abord !

Les communistes quant à eux se lancent dans la campagne avec la ferme volonté de faire émerger un grand mouvement à gauche pour une véritable politique de transformation sociale. Pour ce faire, ils ont majoritairement choisi d'appeler à voter Jean-Luc Mélenchon pour les présidentielles, un soutien tout en menant une campagne autonome puisque les ambitions du PCF et celle de la France insoumise (le nouveau mouvement de Jean-Luc Mélenchon) ne sont pas tout à fait les mêmes sur le temps de travail, le SMIC horraire ou la fiscalité, par exemple. Ainsi, les communistes partent en campagne pour les législatives sur la base de leur programme, un programme qui se veut ambitieux et à même de rassembler largement.

Vœux de Pierre Laurent : « le rassemblement ... reste une impérieuse nécessité »



Le 9 janvier dernier, Pierre Laurent, secrétaire national des communistes, a livré les objectifs des communistes pour la période électorale à venir :

« [...] Ces objectifs pour notre pays, cette France en commun que nous appelons de nos vœux et de notre action, sont le socle du rassemblement populaire, de la nouvelle majorité qui est désormais à construire, et qui sera notre objectif tout au long de cette année, avant, pendant et après les échéances électorales. C'est donc indissociablement notre contribution à la campagne présidentielle dans laquelle nous sommes engagés pour appeler à voter Jean-Luc Mélenchon, et le pacte que nous proposons aux Français pour une nouvelle majorité parlementaire.

Oui, face aux dangers qui menacent, d'une élection confisquée par la droite et le Front national, le rassemblement auquel je n'ai cessé d'appeler tout au long de l'année écoulée reste une impérieuse nécessité.

Oui, nous rêvions mieux pour partir en campagne, un socle de rassemblement plus large encore. Aucun des candidats en présence ne nous a aidés à y parvenir, chacun espérant, sacré démon de la présidentielle, dépasser la difficulté dans sa rencontre avec le peuple. Nous avons pris acte, en responsabilité de cette situation, en décidant pour notre part de ne pas présenter de candidat alors que nous avons les moyens de le faire. Nous avons décidé de le faire en mettant toutes nos idées sur la table au service du rassemblement qui reste à construire. Nous lançons notre campagne en faveur du vote pour Jean-Luc Mélenchon avec cet objectif : élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, éviter le drame d'un second tour Fillon-Le Pen et qualifier une véritable politique de gauche au second tour. La page de 2017, il nous revient à tous de l'écrire. Pour nous, elle ne se clorera pas le soir de l'élection présidentielle. Nous sommes déjà à pied d'œuvre pour présenter ou soutenir dans toutes les circonscriptions des candidats du rassemblement aux élections législatives.

Nous ratifierons une partie d'entre eux, d'entre elles dès samedi 14 janvier., singulièrement là où se joue l'élection d'un député communiste ou du Front de gauche, c'est-à-dire tout simplement l'existence d'une groupe portant demain dans l'Hémicycle de possibles lois de transformation sociale, capable aussi de faire barrage aux mauvais coups contre les droits sociaux, les droits des femmes, les libertés fondamentales. Là aussi, nous appe-

lons au rassemblement. Rien, aucune division ne doit entraver l'élection de ces députés. Les travailleurs en auront tant besoin demain.

Nous avons pris nos responsabilités, à chacun de prendre les siennes. Dans l'intérêt du rassemblement commun.

Dans quelques jours aussi, la primaire socialiste désignera son candidat. Nous ne nous sommes pas dupes de la laborieuse conversion du Premier ministre en candidat de gauche. Nous sommes par ailleurs également attentifs à toutes les propositions qui peuvent donner écho à notre volonté de rupture avec les errements du quinquennat écoulé. **Nous restons disponibles, ouverts, et le chemin de la reconstruction alternative sera long, et nous ne négligerons aucune possibilité de le faire progresser. Mais voilà, nous n'attendons plus, nous sommes en campagne, avec l'ambition qu'exige la période.**

Dans cette campagne électorale mêlée, présidentielle et législative, nous voulons permettre la mobilisation, la construction, l'action autour de solutions concrètes pour répondre tout autant aux grands défis de la société qu'aux besoins et aspirations quotidiennes. C'est une campagne de terrain que nous lançons, en déployant dans le concret notre conception de l'union.

C'est ainsi que le Parti communiste entend mener campagne, à la présidentielle pour le vote Jean-Luc Mélenchon et aux élections législatives avec nos candidates et candidats, et celles et ceux que nous soutiendrons. »

Matériel disponible à la Fédération



Législatives 2017, les communistes en campagne

En Loire-Atlantique, les communistes ont désigné les Chefs de file dans les circonscriptions du département. Ces chefs de file sont à la disposition du rassemblement pour faire vivre les engagements d'une gauche mue par les valeurs de justice sociale, de solidarité internationale.

Ils entrent désormais en campagne pour faire vivre les propositions et les exigences du programme « La France en commun » !

A Chaque numéro désormais, nous donnerons la parole aux binômes soutenus par le PCF dans les circonscriptions de Loire-Atlantique. Ils pourront y exposer les enjeux et leurs propositions propres à leur territoire d'élection.



Législatives : Paroles de candidats 4

Rencontres

La fédération du Parti Communiste Français a rencontré le MRC ainsi qu'Ensemble pour les législatives de 2017. Malgré le choix des communistes d'appeler à voter pour JL Mélenchon, la France Insoumise envisage de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions dont 3 à ce jour en Loire-Atlantique et contre des Députés communiste/Front de Gauche sur le territoire national.

Les Chef de file soutenus par le PCF en Loire-Atlantique

1ère circonscription

(Nantes 1, Nantes 6, Nantes 7, Orvault)

Aymeric SEASSAU

Melissa JOURNOUD

2ème circonscription

(Nantes 2, Nantes 3, Nantes 4, Nantes 9)

Nathalie BLIN

3ème circonscription

(Nantes 5, Nantes 11, Saint-Étienne-de-Montluc, Saint-Herblain-Est, Saint-Herblain-Ouest-Indre)

Robin SALECROIX

Isabelle HUCHET

4ème circonscription

(Bouaye, Rezé-sud, Nantes 10, Rezé-nord-Bouguenais)

Mireille PERNOT

Gauthier LORTHOIS

5ème circonscription

(Carquefou, La Chapelle-sur-Erdre, Ligné, Nantes 8, Nort-sur-Erdre)

Michel LABOUREUR

Yolande DREANO

6ème Circonscription

(Ancenis, Blain, Châteaubriant, Derval, Guémené-Penfao, Moisdon-la-Rivière, Nozay, Riaillé, Rougé, Saint-Julien-de-Vouvantes, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Nicolas-de-Redon, Varades)

Maelle FOUGERE

7ème circonscription

(La Baule-Escoublac, Le Croisic, Guérande, Herbignac, Pontchâteau, Saint-Gildas-des-Bois)

Véronique MAHE

Michel Lehuédé

8ème circonscription

(Montoir-de-Bretagne, Saint-Nazaire-Centre, Saint-Nazaire-Est, Saint-Nazaire-Ouest, Savenay)

Sabine MAHE

Yvon RENEVOT

9ème circonscription

(Bourgneuf-en-Retz, Legé, Machecoul, Paimboeuf, Le Pellerin, Pornic, Saint-Père-en-Retz, Saint-Philbert-de-Grand-Lieu)

En cours de désignation

10ème circonscription

(Aigrefeuille-sur-Maine, Clisson, Le Loroux-Botteau, Vallet, Vertou, Vertou-Vignoble)

Marie-Claude ROBIN

Pedro MAIA

8ème circonscription

L'industrie au centre du débat et au service de l'Humain d'abord !

LES CHEFS DE FILE

Yvon RENEVOT

Adjoint au Maire de Saint-Nazaire

Sabine MAHE

Conseillère municipale de Trignac

Conseillère communautaire de la

CARENE



« Fin décembre, une première réunion du collectif de campagne

décidait la tenue d'une conférence de presse publique dès le début janvier pour présenter les choix et les décisions des communistes pour l'élection présidentielle et l'élection législative dans la 8e circonscription. Le collectif décidait de tenir cette conférence à Penhoët, au plus près des grandes industries, un des grands enjeux du débat de 2017.

Le vendredi 06 janvier, jour de la conférence de presse, terminait une semaine durant laquelle l'achat du Chantier naval de Saint-Nazaire par le groupe italien Fincantieri avait été au centre de l'actualité. A cette occasion, nous rappelions les grandes lignes de la déclaration départementale et nationale du PCF et réaffirmions que l'arrivée de Fincantieri à Saint-Nazaire, concurrent direct de la construction

autrement, développer de nouveaux modes de déplacement, de construction. « L'Humain d'abord » c'est aussi la proximité dira-t-on à un participant : les fermetures de bureaux de poste se multiplient les horaires d'ouverture se réduisent de plus en plus. Les services publics sont indispensables dans nos communes ».

Nous invitons à ce que s'ouvre en grand le débat au tour de la question « de quel-le député-e de gauche ai-je besoin dans ma circonscription pour me défendre, qui m'écoute, qui agit avec moi ? ». Nous donnons rendez-vous pour une première initiative le 03 février 2017 à 20h30 à l'Agora 1901 de Saint-Nazaire. »

3ème circonscription

« Nous voulons résister et gagner une vie meilleure »

LES CHEFS DE FILE

Robin SALECROIX

Conseiller Municipal de Nantes et Métropolitain à Nantes Métropole

Isabelle HUCHET

Syndicaliste de la santé



« Depuis 2012, nous subissons la politique catastrophique du gouvernement dans de nombreux domaines. Chômage, manque de personnels dans les services publics, baisse des pensions et retraites, casse du code du travail avec la loi El Khomri...

Les collectivités, dans lesquelles les élus communistes prennent toute leur part avec leurs collègues de gauche pour mettre en œuvre des politiques publiques au service des populations, sont elles aussi frappées de plein fouet par les transferts de charge et la diminution des dotations. Le gouvernement en place assèche leurs finances avec de lourdes conséquences sur l'investissement et donc sur l'emploi, le logement social, les services publics... Ces décisions qui ressemblent plus à la droite qu'à la gauche sont validées par une majorité de députés à l'Assemblée Nationale.

Les discours sur l'emploi n'ont pas de sens si les actes ne suivent pas. Ce qu'attendent les entreprises, ce ne sont pas des réductions de cotisations, mais des commandes ! Ce qu'attendent les salariés et les demandeurs d'emploi, c'est une bonne formation, du travail et

un bon salaire.

Pour cela, il faut développer l'investissement et non le réduire. Il faut défendre et développer les atouts économiques de notre circonscription, de notre territoire (Grand Port Maritime, Centrale de Cordemais, Arcelor, DCN) au lieu de les affaiblir ou de retarder leur mise en chantier, à l'image de Notre-Dame-des-Landes.

La droite et son candidat dans la circonscription espèrent profiter du mécontentement que provoque la politique actuelle du gouvernement. Chacune et chacun sait qu'il n'y a rien de bon à attendre de ce côté-là. Nous avons déjà payé cher avec Nicolas Sarkozy, François Fillon, Alain Juppé...

Dans cette circonscription, il y a des atouts et des projets industriels et économiques importants. Leur développement dépend souvent de décisions du Gouvernement. Pour cela, nous reprendrons le pouvoir sur la finance. Tout commence par là pour nous donner les moyens de notre politique. Face aux banques qui spéculent, à la fraude fiscale, aux dividendes records alors que les salaires stagnent, prenons le pouvoir sur la finance pour une autre utilisation de l'argent ! Notre première mesure : la création d'un pôle public bancaire avec la nationalisation de la BNP-Paribas et de la Société générale.

Lors des élections législatives faisons-nous entendre en utilisant le bulletin de vote PCF. Nous voulons résister et gagner une vie meilleure. Ensemble, redonnons du sens à la gauche et à ses valeurs de progrès social. »

Saint-Nazaire : Hôpital en tension !

Dans un récent communiqué, la CGT revient sur la situation dramatique à l'hôpital de St-Nazaire. « Une fois de plus de nombreux passages aux urgences, ainsi qu'un manque de lits d'hospitalisation ont eu pour conséquence un nouvel engorgement de patients aux urgences. Certains se sont retrouvés à attendre de longues heures sur des brancards, malgré l'ouverture, le 1er janvier, de 13 lits d'hospitalisation dans une unité temporaire, et de 10 autres lits de médecine générale en maternité le 02 janvier ». « D'autres solutions existent. L'hôpital public doit avoir les moyens en lits et en personnels pour permettre aux agents de travailler dans des conditions sereines et d'assurer des soins de qualité » selon l'Union Locale.



Le social au coeur

5

STX : « Il y a besoin d'une politique industrielle nationale »

Entretien avec Aymeric SEASSAU

Secrétaire départemental du PCF - Responsable national en charge des questions travail-emploi-formation



Après de longs mois d'attente, seul l'italien Fincantieri a déposé une offre de rachat du chantier naval de Saint-Nazaire. Quelle appréciation portent les communistes sur la situation ?

Nous payons l'inaction du gouvernement à construire le tour de table financier et le projet industriel utile à la structuration d'une filière navale forte dans le pays. On nous vend un « Airbus de la navale » mais à 20 sites Italiens contre 1 en France, il s'agit plutôt d'une prise de contrôle italienne. Pire, les 2 entreprises sont sur les mêmes segments de marchés, paquebots civils et bâtiments militaires, concurrents plus que complémentaires. Et Fincantieri a un recours démesuré aux sous-traitants, aux travailleurs détachés et précaires. Il y a donc de nombreuses sources d'inquiétudes.

Que propose le gouvernement français ?

Le secrétaire d'Etat est venu à Saint-Nazaire pour tenter de rassurer sur le maintien des activités à Saint-Nazaire. Il semblerait que l'idée d'un renforcement de la part de l'Etat, via une prise de participation de DCNS soit sur la table. Faut-il y voir un renforcement du militaire à Saint-Nazaire ? C'est à craindre. En l'état, le gouvernement français doit s'opposer à la vente ou garantir le projet industriel et l'autonomie du site français.

Comment faire ?

Tout d'abord en refusant que le capital italien soit majoritaire à Saint-Nazaire. Le site français doit rester indépendant. Il doit pouvoir accepter et choisir ses propres commandes et non servir d'ajout aux capacités de productions italiennes, notamment pour accepter les commandes diversifiées dont le pays a besoin, hors paquebot et militaire.

Il faut aussi des garanties fortes sur le bureau d'études nazairien qui compte des centaines de salariés et dont le savoir-faire n'est plus à démontrer, sur le travail statutaire, sur le tissu de sous-traitants locaux.

Les alertes lancées par les salariés et les élus locaux doivent être entendues.

Après la crise grave des années 2009/2010, alors que le carnet de commandes est désormais plein, le chantier naval est à nouveau source d'inquiétude. Comment inverser la donne ?

Il y a d'abord besoin d'une politique industrielle nationale. Le rapport Gallois prétendait structurer des filières industrielles. A l'inverse, il a débouché sur un pacte de compétitivité anti-social et sur le scandale du CICE. La part industrielle dans l'économie française a été divisée par deux en 45 ans si bien que nous sommes aujourd'hui classés parmi les derniers pays européens. Ça ne peut plus durer. L'industrie est irremplaçable parce qu'un emploi industriel génère 3 à 4 emplois induits. Dans le débat qui s'ouvre avec le pays à l'occasion des présidentielles nous voulons faire de la reconquête industrielle une question de premier plan.

Grèves et négociations



Le 28 décembre dernier, le ministère du Travail a publié une étude sur la négociation collective. **Ce travail bat en brèche les idées reçues répandues à longueur d'antenne par les médias et les experts, « chiens de garde » du système actuel.** En effet, il est habituel pour les porte-paroles du libéralisme débridé d'opposer négociation et contestation. Une étude que la Direction de la recherche du ministère du Travail vient questionner.

Catherine Daniel et Elodie Rosankis ont travaillé sur les résultats d'une enquête sur « le dialogue social en entreprise » pour 2014. Et que constatent-elles ? **Que 75 % des entreprises déclarant une grève ont engagé des négociations contre 13 % de celles qui n'en ont mentionné aucune.** Par ailleurs, ce document pointe le fait que parmi les entreprises ayant négocié en 2014 sur un thème au moins, 87 % de celles qui déclarent une grève au moins ont conclu un accord.

L'étude de la Dares souligne également que le taux d'aboutissement, c'est-à-dire la proportion d'entreprises ayant signé au moins un accord parmi celles ayant négocié a été de 78,8 % en 2014. Ce taux est plus élevé dans les entreprises avec délégué syndical (81,5 %) que dans les autres (74,7 %). **Ces résultats montrent que la grève reste un outil de rapport de force pour peser sur le contenu des accords négociés avec leur employeur plutôt que de les empêcher.**

Stop à l'impunité patronale !



Le 05 janvier à 14h00, devant le tribunal de Nantes s'est déroulé un rassemblement pour la défense des Libertés Syndicales et en soutien aux salariés de la Fonderie BOUHYER. **Plusieurs centaines de syndicalistes, salariés ainsi qu'une délégation du PCF composée d'A. SEASSAU et P. MAIA se sont mobilisés face à une procédure symptomatique de la violence patronale à l'encontre de ceux qui luttent.** Rappel des faits.

Deux syndicalistes sont trainés devant la justice pour avoir osé en 2016, dans leurs tracts, user de leur liberté de ton et d'appréciation du dialogue social et des conditions d'emploi au sein de l'entreprise. Les termes incriminés : « direction autiste, cancer orchestré par le PDG et son STAFF, dignes des heures les plus sombres... ».

L'employeur s'estime victime d'injure publique, délit punissable par une amende pouvant aller jusqu'à 12 000 €. Cette procédure n'est pas sans lien avec le conflit social qui s'est déroulé en mars 2016 au sein de l'entreprise et qui a été marqué par 15 jours de grève massive des salariés pour les conditions de travail et les salaires.

C'est bien la liberté d'expression syndicale qui devait être jugée ce 05 janvier 2017 à Nantes. L'audience a pourtant été reportée au mois de mars pour cause d'absence du patron concerné. Une ultime attitude de défiance vis-à-vis de la liberté d'expression et des salariés concernés...

Régime Social des Indépendants Le bal des propositions



Créé en 2006, le RSI (régime social des indépendants) a pour mission d'assurer la protection sociale obligatoire des travailleurs indépendants, qui compte six millions d'affiliés, et essuie de nombreux reproches. Erreurs dans les appels de cotisations, dossiers perdus ou encore interventions d'huissiers sur de fausses données ...

Les candidats à la présidentielle ont à plusieurs reprises abordés la question de son avenir. J.L. Mélenchon promet ainsi sa suppression. Le candidat soutenu par le PCF préfère faire confiance au régime général des salariés du privé pour assurer la gestion de leur protection sociale.

E. Macron souhaite lui aussi sa suppression. M. Le Pen veut, elle, que les indépendants puissent choisir de s'affilier au régime général.

F. Fillon dit, lui, vouloir « réformer de fond en comble » le RSI. Il aurait le monopole du calcul, de la collecte et de la gestion des cotisations. V. Peillon entend le rendre « plus transparent » et améliorer le « conseil de proximité ».

Et puis il y a tous ceux qui ne disent pas clairement ce qu'ils veulent faire. « Afin d'aligner la protection sociale des travailleurs indépendants sur celle des salariés, je propose : entre salariés et indépendants, à revenu égal, cotisations et protection sociale égales », écrit ainsi M. Valls. Son rival, B. Hamon propose de créer un « statut social unique de l'actif ». A. Montebourg parle également d'aligner les droits, sans se prononcer sur les cotisations, et en injectant 1 milliard.

Que l'on fusionne ou non avec le régime général, sans refonte globale de la fiscalité, « aligner » les protections sociales équivalrait à faire bondir le taux de cotisations des indépendants, qui ne sont pas autant mis à contribution que les salariés, même si souvent ils pensent l'inverse (les affiliés versent 11 milliards d'euros de cotisations mais reçoivent 17 milliards de prestations). Pour G. Quévillon, président du RSI, cité récemment dans « Les Echos », ce serait « catastrophique » et cela se traduirait par une hausse « minimum » de 12 % des prélèvements. Et les indépendants n'auraient toujours pas d'assurance-chômage pour ce prix ! Outre les dysfonctionnements, les affiliés dénoncent en effet la faiblesse de leur couverture sociale. Et si derrière le RSI se posait surtout la question cruciale d'une fiscalité juste et progressive au service de la protection sociale ?

La 15e édition de la Folle Journée s'invite au VIP de Saint-Nazaire

Du 25 au 29 janvier, Saint-Nazaire se met au rythme de la musique classique. Des célèbres compositeurs aux musiques traditionnelles d'Espagne et d'Europe de l'Est, la Folle Journée se déclinera cette année sur le thème de la danse.

Nouveauté cette année, le VIP accueillera deux concerts à la frontière du jazz et de la musique classique.

La Folle Journée à Saint-Nazaire, c'est aussi cinq jours de concerts dans toute la ville.

Programmation complète sur www.culture.paysdelaloire.fr

Réservation sur place ou par internet : www.letheatre-saintnazaire.fr

Infos au 02 53 84 20 08



Culture, idées, sciences

6

Huma-Café Nantes

Vendredi 20 janvier 2017 à 18 h
au Lieu Unique Atelier 2
Revenu de base ou salaire à vie ?

Progrès pour le travailleur ou piège ?

Bernard Friot, sociologue et économiste à l'Université de Paris X, propose une alternative radicale : le salaire à vie.

Quel est l'enjeu du travail et de sa rémunération ? Le salariat est-il un carcan ou peut-il être un levier d'émancipation ? Pour quel projet de société ? Utopie ?

ECONOMIE POLITIQUE n°744/745 dans son numéro de Juillet-Août 2016
Traite du Revenu de Base.

Vendredi 10 février 2017 à 18 h au Lieu Unique



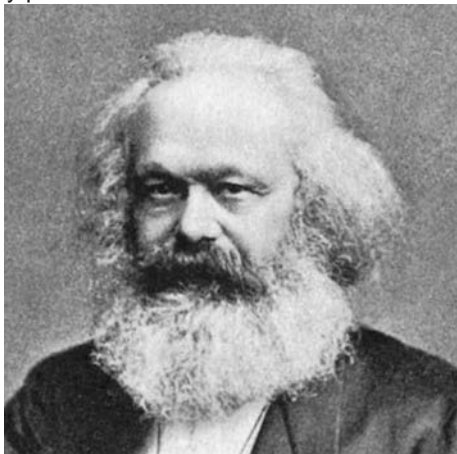
Bernard Friot
ÉMANCIPER LE TRAVAIL
ENTRETIENS AVEC PATRICK ZECH



MARX. Le Capital a 150 ans. Toujours actuel ?

Rencontre-débat avec Guillaume Fondu, philosophe et économiste, traducteur de Marx, enseigne à l'Université de Rennes 2. Animation Pierre Daguet Libraire.

Marx est mort ? Pourtant le regain d'intérêt pour son œuvre est incontestable. Marx nous permet-il de penser le monde contemporain, ses crises et ses potentialités progressistes ? Quel intérêt peut-il y avoir à le lire ou le relire aujourd'hui ? Et comment s'y prendre ?



Et si l'après-TRUMP était déjà commencé ?

Grand reporter, correspondant de l'Humanité, Christophe Deroubaix a effectué depuis vingt ans de très nombreux reportages et enquêtes aux Etats-Unis. Dans un essai appuyé sur une analyse rigoureuse de ses évolutions démographiques, sociales, idéologiques, il trace le portrait de « l'Amérique qui vient ».

Il confirme et amplifie ses analyses, à l'opposé des images trop faciles d'une Amérique réactionnaire, fascinée par les armes, anti-avortement, pro peine de mort, anti-Etat, éternellement mal à l'aise avec la diversité, opposée à toutes évolutions sociétales, raciste.

Pourtant, les Etats-Unis du XXI^{ème} siècle connaissent d'importantes évolutions que le livre analyse dans le détail. Ces hypothèses entrent en contradiction avec un traitement médiatique majoritairement pessimiste, minimisant les avancées et les progrès. Entre la révolution conservatrice de Reagan, les Bush, père et fils, l'insurrection du Tea Party et l'élection de Trump... Tout semble nous indiquer que décidément l'Amérique ne changera jamais !

Et si l'élection de Trump constituait le dernier rai de lumière d'un astre déjà mort : l'Amérique d'hier ? interroge l'auteur.

Il n'y a jamais eu aussi peu d'Américains qui possèdent une arme à feu. L'avortement est un droit constitutionnel depuis 1973. Les protestants sont désormais minoritaires et le nombre d'athées augmente d'année en année. La peine de mort est de plus en plus abolie ou de moins en moins appliquée. Une majorité demande

Christophe Deroubaix

L'Amérique qui vient



des interventions publiques plus fortes en matière de lutte contre les inégalités et la pauvreté...

La nouvelle génération sait qu'elle ne vivra pas mieux que celle de ses parents. L'ascenseur social n'a jamais élevé si peu de monde. La fameuse classe moyenne blanche vit cette réalité comme la plus totale des trahisons du « rêve américain ». La crise n'est pas passagère : elle marque la fin d'un cycle.

Les changements démographiques et l'évolution des mentalités de la jeune génération, sont en train d'esquisser une Amérique jeune, multicolore et progressiste.

De solides études démographiques et sociologiques mettent en lumière l'importance grandissante d'une majorité démocratique dans laquelle les jeunes particulièrement dans les grandes villes, occupent une place

considérable et ont du reste été les premiers soutiens de la campagne de Bernie Sanders qui ouvre un nouveau cycle dans le parti Démocrate.

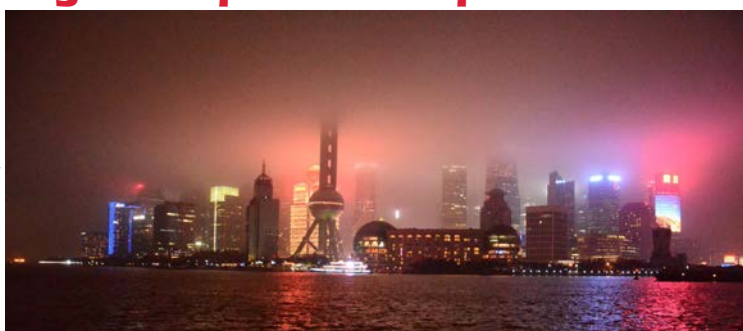
« Make America great again », rendre sa grandeur à l'Amérique slogan de Trump, a fait deux millions de voix de moins que, « a future we believe in », un avenir dans lequel nous croyons de Clinton-Sanders. La base sociale de Trump a plus de 50 ans de moyenne d'âge; celle de Sanders moins de 30 ans : 2/3 des morts de l'année sont des conservateurs, 2/3 de ceux qui accèdent à la majorité sont progressistes.

L'Amérique qui vient, éditions de l'atelier 15€

La Chine : Une grande puissance qui s'est bel et bien réveillée

A l'invitation du Parti communiste chinois, une délégation du PCF s'est rendue en Chine à la fin de l'année dernière.

Conduite par Laurent Péréa, responsable adjoint du secteur des relations internationales du PCF, ce déplacement avait pour objectif d'approfondir les rapports entre les 2 partis.



C'était aussi l'opportunité pour les 9 délégués français de partir à la rencontre et à la découverte d'un pays et d'un peuple dont on parle beaucoup mais que l'on connaît finalement peu. Ce voyage politique aura amené les délégués du PCF des campagnes du Yunnan jusqu'à Pékin en passant par l'un des poumons économiques du pays : Shanghai. La Chine est un pays immense dont la superficie est 14 fois supérieure à celle de la France. Sa population est d'1 milliard 400 millions d'habitants soit près d'1/5ème de la population mondiale. Son histoire et sa civilisation sont millénaires. Bien avant les voyages de Marco Polo, la Chine était « l'empire du milieu » dont la prépondérance en Asie a suscité de nombreuses convoitises, celle d'Alexandre le Grand, des Mongols de Gengis Khan ou des hordes barbares d'Eurasie.

Après des siècles d'invasions et de colonisations impérialistes, la Chine est devenue un pays qui a retrouvé un rôle majeur dans le monde, et qui entend réaliser « le rêve chinois » en poursuivant son développement pour devenir incontournable sur la scène internationale tant au plan économique qu'au plan culturel. Devenue la 2ème puissance économique mondiale, ce grand pays d'Asie va très vite. Dirigé par le Parti communiste chinois, le plus grand parti du monde et ses 84 millions d'adhérents, la Chine, a, depuis la victoire sur les nationalistes de Chang Kai Chek en 1949, connu plusieurs bouleversements politiques et économiques. Le

communisme « scientifique » très fermé et autoritaire de Mao contraste avec le « socialisme à la chinoise » d'aujourd'hui.

Depuis la mort de Mao en 1976, beaucoup de réformes économiques et démocratiques ont été mises en place pour permettre l'ouverture au

monde, le développement économique et social du pays. Le socialisme à la chinoise est un modèle économique qui intègre le libre échange et utilise le capitalisme pour générer des liquidités suffisantes pour garantir un développement économique capable de lui permettre de se doter d'infrastructures performantes, de moderniser son industrie et son agriculture, de garantir du travail et l'amélioration des conditions de vie à sa vaste population, de concilier traditions et haute technologie.

Si le capitalisme est son outil économique, c'est l'Etat qui régule l'économie et non les marchés financiers. Loin des caricatures que la pensée dominante nous dessine, la Chine connaît le progrès social, démocratique, et environnemental. Les salaires progressent vite, les systèmes de protection sociale se construisent et les questions écologiques sont dorénavant centrales dans les politiques publiques menées (production d'énergie propre, recherche, fermeture d'usines polluantes, création d'une police de l'environnement...) Lucides et modestes, les chinois reconnaissent que beaucoup de combats restent à mener s'ils veulent se hisser au niveau des pays les plus développés : combattre une pauvreté persistante, édifier un vrai système de santé, de retraites, éliminer la corruption... La Chine est un pays qui comptera de plus en plus. Elle mérite d'être observée avec attention et sans idées reçues.

+ 17 972 habitants entre les populations légales 2013 et 2014. Les habitants de la Loire-Atlantique étaient donc officiellement 1 346 592 soit 2,1% de la population nationale. (INSEE 2017)

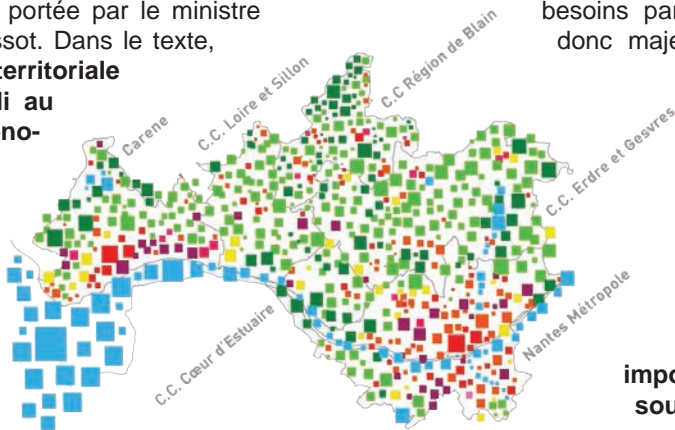
« On m'a imposé le 49-3 »

Manuel Valls, France 2 le 5 janvier 2017. A peine sorti du Gouvernement, s'assimilerait-il à l'ensemble des françaises et français qui subiront la loi travail ?

Au cœur des collectivités 7

Adoption du Scot Nantes-Saint-Nazaire révisé Les points saillants d'un dossier structurant

Les SCOT ont été créés par la loi Solidarité Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, portée par le ministre communiste Jean-Claude Gayssot. Dans le texte, "Les schémas de cohérence territoriale exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services. Ils présentent le projet d'aménagement et de développement durable retenu, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises..."



Nantes Saint-Nazaire
Pôle métropolitain

Nantes Métropole et la CARENE ont décidé de concevoir un document commun avec les communautés de communes Cœur d'Estuaire, Erdre et Gesvres, Loire et Sillon et de la Région de Blain. Ce SCOT a été adopté, après enquête le 19 décembre. L'occasion, pour Mireille Pernot, élue communiste de Nantes Métropole, d'en faire une lecture politique.

Elle constate que le territoire connaîtra un vieillissement de sa population alors même que sa population devrait augmenter régulièrement. Ainsi, la part des 60 ans et plus devrait passer de 19% aujourd'hui à 30% en 2030, ce qui ne sera pas sans conséquence sur les besoins d'habitat, d'autonomie ou de santé. Par ailleurs, 1 étudiant sur 2 en Pays-de-la-Loire le sera sur le

territoire du SCOT... soit 120 000 personnes aux besoins particuliers. Le sujet du logement est donc majeur en quantité comme en qualité.

Malgré la pauvreté des financements d'État, les objectifs de constructions sont ambitieux : 100 000 logements sociaux d'ici 2030, qui ne seront qu'une partie de la réponse à la paupérisation grandissante (10% de la population ligérienne).

Les transports et déplacements constituent un champ aussi important et le SCOT révisé entend soutenir le développement de l'offre ferroviaire, l'utilisation des transports collectifs et proposer une offre cohérente en développement l'inter et la multimodalité au service des popula-

tions et du développement économique. Ainsi, fort logiquement, le développement du Grand Port Maritime, au travers des quais du Grand Tourteau, le contournement ferroviaire de la raffinerie de Donges et le transfert vers l'aéroport grand Ouest sont actés.

Les communistes soutiennent donc ce Scot révisé, tout en pointant que si les collectivités s'engagent dans le développement, le groupe Airbus acteur du territoire est loin de faire le même choix. En effet, fort de perspectives commerciales radieuses, de trésoreries abondantes, cette société a choisi le repli sur les exigences financières en supprimant 1064 postes... Une tendance à la décroissance capitaliste que l'État a du mal à combattre au vu de son manque d'engagement sur ces sujets comme l'illustrent la construction navale ou la centrale de Cordemais.

Trains régionaux Non à l'ouverture à la concurrence

Lors de sa dernière session de l'année, les 14 et 15 décembre, le Conseil Régional de droite a voté une délibération préparant sa candidature à l'ouverture à la concurrence d'une partie du réseau de transport régional de voyageurs. Il convient de rappeler que cela n'a rien d'obligatoire puisque même la réglementation européenne ne l'impose pas : il s'agit d'une volonté commune de privatisation de la part du Gouvernement et des régions passées à droite. Pourtant, avec les régions de gauche les TER publics ont connu un développement très important au travers de l'investissement dans les infrastructures et le développement des services. Ainsi en Pays de la Loire, le nombre de voyageurs par an est passé de 6,8 à 16 millions entre 1998 et 2015... Venant battre en brèche l'exemple de la privatisation du secteur en Allemagne où la fréquentation a progressé de 30 % entre 2002 et 2014... soit une moyenne de progression annuelle de 2 % outre Rhin pour 5 % en Pays de la Loire.



Privatiser, ce serait rompre avec cette dynamique, déjà attaquée par les cars Macrons. Dans un communiqué, les élus communistes du département ont réaffirmé leur confiance dans la SNCF et dans les cheminots pour assumer un service public de qualité, tout en condamnant la décision du Conseil Régional.

Clisson Sèvre et Maine agglomération Fusion faite mais loin d'être finie !

La fusion des communautés de communes de la Vallée de Clisson et de Sèvre Maine et Goulaine est effective depuis le 1er janvier. Cette fusion mise en place dans le cadre de la loi NOTRe, a, comme pour toutes les dernières réformes des collectivités, l'objectif de réduire la dette publique par le biais d'une baisse généralisée des dotations de l'État aux collectivités locales. L'État se montre moins solidaire avec les territoires pour être plus généreux avec les grandes entreprises et les grandes fortunes. Les niveaux d'évasion et de fraude fiscale dénoncés par Alain et Eric Bocquet, les cadeaux fiscaux sans contreparties, sont pourtant des ressources qui échappent à la solidarité et à la cohésion nationale par choix politique. Ainsi, la nouvelle collectivité « Clisson Sèvre et Maine agglomération » aura 3 compétences obligatoires supplémentaires : Politique de la ville, équilibre social de l'habitat et l'eau en 2020 alors que les dotations supplémentaires promises par l'État s'élèvent à 1,3 millions d'euros, soit 25 euros par habitant. Dès lors, on peut s'interroger sur la qualité des services qui seront rendus à la population, l'emploi et les conditions de travail des agents, sans une hausse de la fiscalité. Sur le plan démocratique, la nouvelle collectivité aura 50 élus soit 24 de moins qu'auparavant. La population et les communes seront donc moins bien représentées et le centre des décisions plus éloigné des habitants. Les élus communistes et républicains s'étaient opposés à cette fusion.



Malgré les besoins, des budgets locaux élaborés dans un climat d'incertitude plombé par l'austérité.

Dans les deux mois précédents le vote du budget, les assemblées locales doivent voter un rapport d'orientation budgétaire. Les budgets devant être votés avant la mi-avril, les débats d'orientations budgétaires battent leur plein. Avec force, les élus communistes et républicains y prennent leur part.

Déjà, que deviendront les dotations que verse l'État aux collectivités à l'issue des élections nationales ? 2017 sera déjà la dernière année d'une saignée qui dure depuis 2014 et qui aura privé de plus de 25 milliards d'euros de cumulés les collectivités, faisant reculer de 20 ans les communes et intercommunalités en terme d'investissement public selon les études de la Banque postale. À Saint-Nazaire, on évoque les contreparties de cette purge car en 2017 sont prévus « hausse du taux de CICE et baisse du taux de l'impôt sur les sociétés ». A Nantes, malgré le report de la réforme de la dotation globale de fonctionnement et une ponction moindre pour le bloc local, on appelle à « multiplier les actions pour faire grandir le rapport de force en faveur d'une autre politique ». A Saint-Herblain, on rappelle qu'en 2017, la France verra passer son déficit public en dessous des 3 % imposés par les gouvernements des États-Membres de l'Union Européenne « mais sans avoir conscience que le prochain objectif sera de ne pas dépasser 0,5 % de déficit puis d'être excédentaire ».

Si l'opposition à l'austérité s'exprime, l'action locale des majorités de gauche est aussi reconnue. Par exemple avec une Métropole Nantaise qui fait le choix de l'investissement et du développement au travers des transferts du Marché d'Intérêt National ou encore de transformations touchants des quartiers entiers. A Nantes même c'est l'évolution haussière des dépenses de personnel qui illustre un dynamisme du service public. A Saint-Nazaire, c'est le maintien de la gratuité des temps péri-éducatifs qui est saluée de même que la création de l'espace jeunes. Saint-Herblain connaîtra des rénovations importantes sur le patrimoine sportif après quelques années tournées vers l'éducation. Attentifs à la qualité de l'emploi public, à Couëron les élus communistes ont pu noter tout de même un recul de l'emploi titulaire sur postes permanents... un défaut à corriger.

Ce florilège du mois de décembre nous donne à voir le dynamisme que conservent les villes de gauche où siègent des élus communistes. Cependant rien n'est gagné et la bataille pour de meilleurs services publics locaux devra continuer avant tout pour obtenir des moyens suffisants.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

**Sois belle,
mais pas trop !**

Des publicités à grand budget pour différentes marques de parfums et autres accessoires jusqu'aux boutiques de Noël, le schéma de la femme parfaite est omniprésent. À tous les coins de rue, on voit une affiche représentant telle ou telle mannequin aux formes généreuses et au sourire éclatant. Et pourtant, c'est derrière ce masque délicat que se cache le sexisme au quotidien. **Ainsi, le capitalisme nous vend une image de la femme toute faite, et ne semble vanter que ses mérites morphologiques.** Même si une publicité vue à la télévision ou une affiche exposée dans un grand magasin peut vous sembler bien anodine, cela n'a que des effets néfastes. Cela entraîne un schéma de société rendant la femme dépendante de l'homme, au plan économique - pour un même poste et une même charge de travail, une femme est payée en moyenne 25% de moins qu'un homme - mais aussi social.



Ainsi ce genre de psychologie est voisine de celle qui peut amener certaines personnes à accuser les femmes d'être violées du fait de leur habillement jugé trop "provocateur". C'était d'ailleurs le sujet d'une polémique de novembre 2014 où la police hongroise avait réalisé un clip de prévention contre le viol en remettant en cause la tenue vestimentaire et le comportement jugé trop aguichant de certaines jeunes femmes. **Le youtubeur Mathieu Sommet avait d'ailleurs traité le sujet dans une vidéo à l'occasion de son "Salut les geeks" n°90.**

Le sexisme est imposé à la société dès le plus jeune âge.



Les grandes marques imposent un schéma des sexes, séparent les filles et les garçons par des stéréotypes. Une étude a récemment publié des chiffres illustrant ce phénomène: près de 90% des jouets dits de filles sont ainsi de couleur rose et les jeux axés sur la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques sont trois fois plus susceptibles d'être mis en vente de manière à cibler les garçons. Alors, bien que les fêtes soient maintenant terminées, pensez à offrir des cadeaux "mixtes" c'est-à-dire aussi bien aux femmes qu'aux hommes!

Grande souscription

La Fédération du PCF lance une grande souscription pour donner au PCF les moyens financiers de ses ambitions politiques. La fédération du PCF en appelle une nouvelle fois à la solidarité des communistes, des sympathisant(e)s, des compagnons de route et de toutes celles et ceux qui le souhaitent.

Les échéances politiques de 2017 qui sont devant nous vont être décisives pour l'avenir de notre pays, les conditions de vie de nos concitoyens, pour la gauche et le Parti communiste français. Une réunion nationale sur cette question s'est déroulée le samedi 14 janvier et a soulevé des difficultés importantes sur l'ensemble du territoire national, dans toutes les fédérations. Le constat est cinglant mais les issues possibles à condition que l'ensemble des militants, des sympathisants, des proches du PCF s'emparent de cette situation pour la dépasser.

Nous sommes face à l'urgence financière. Le budget du PCF est essentiellement alimenté par les cotisations des adhérents, la souscription et le reversement des indemnités des élus. Des reversements qui sont une originalité et font du PCF, un parti pas comme les autres. Mais voilà, depuis plusieurs élections, le nombre d'élu(e)s communistes diminue. Les conséquences sont politiques : perte d'influence politique du PCF, politiques mises en place défavorables aux populations, rapport de force à gauche qui fragilise l'ensemble de la gauche et singulièrement le PCF. Et les conséquences sont aussi financières.

Un plan d'économies important a été engagé depuis 2014. Il porte ses fruits et la fédération continue à prendre des mesures nouvelles, parfois douloureuses. Dans l'urgence, il nous faut provisionner une somme importante d'argent pour financer les élections présidentielles et législatives. Comme vous le savez, le PCF appelle à voter pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. Les communistes ont fait le choix de mener une campagne autonome pour promouvoir ses idées, son programme politique. **Cette campagne présidentielle aura donc un coût pour le PCF. Et puis il y a les élections législatives, beaucoup plus importantes puisque c'est à l'Assemblée nationale que sont votées les lois. Le PCF à l'ambition d'avoir le plus de députés possible pour proposer, comme l'ont fait les députés communistes durant tout le mandat précédent, des propositions de loi au service du progrès et de la justice sociale, pour le monde du travail, les jeunes, l'ensemble des couches populaires de nos quartiers, de nos villes et de nos villages.**

La bataille financière que nous engageons n'est pas une petite affaire. C'est ce qui permet à un parti révolutionnaire comme le PCF de produire une activité forte, de mener une bataille idéologique d'ampleur face à la violence du capitalisme, de continuer de vivre et de se déployer en permettant l'expression de dizaines de milliers d'adhérents quand les autres partis bénéficient, à plein, de la générosité de donateurs fortunés.

Gagner rapidement la bataille de la souscription départementale est essentielle ! Dès aujourd'hui, si le PCF veut conserver des moyens politiques, humains, matériels pour défendre avec force ses valeurs de liberté, de démocratie, de solidarité, de progrès et de paix, il a besoin de contributions et de soutiens. Il n'y a pas de petits dons, chaque euro versé à l'Association départementale de financement permettra à la fédération et aux sections du PCF de maintenir leur activité au service de la bataille d'idées contre la crise du capitalisme. Chaque euro versé permettra au PCF de tenir des initiatives et des événements qui le font rayonner : débats et rencontres politiques, fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, fête de l'Humanité... **Pour toutes ces raisons, la grande souscription départementale est indispensable. Elle nous permettra d'affronter l'avenir et de réussir nos batailles politiques.**

Merci de remplir le bon de souscription

Bon de souscription

Je verse :€

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

E-mail :

**Chèque à l'ordre de «ADF 44»
41 rue des Olivettes - 44000 Nantes**

Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire 66% de ce montant de vos impôts sur le revenu.

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL: EMAIL:

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N°0320 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Clément CHEBANIER

Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00

Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro MAIA

Robin SALECROIX

Gauthier LORTHIOIS

André MAURICE

Jeannine TROUILLARD

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

